

**Le Canada devrait être prudent dans ses relations avec l'industrie de l'armement, et en particulier avec la société Lockheed Martin, affirme l'expert américain William Hartung.**

Le très puissant fabricant d'armements, créateur du chasseur-bombardier F-35 reçoit chaque année plus de 35 G\$ de contrats militaires, de Washington avant tout. La société essaie présentement d'obtenir de nouvelles commandes du gouvernement Harper, en particulier pour le chasseur furtif F-35 et le programme canadien de navires de guerre. Le gouvernement réévalue ses engagements présents d'acquisition d'une flotte de F-35, puisque les coûts du programme ont soulevé une importante controverse.

William D. Hartung est directeur du projet du programme sur les armes et la sécurité au Center for International Policy, et auteur de « *Prophets of War: Lockheed Martin and the Making of the Military-Industrial Complex* » (Prophètes de la guerre : Lockheed Martin et la construction du complexe militaro-industriel.)

Hartung remarque que, même si des firmes comme Lockheed Martin démarchent les hauts fonctionnaires avec la prétention d'enrichir l'économie canadienne, ils peuvent provoquer l'effet inverse, en accaparant des milliards de dollars d'argent public avec de maigres retombées pour l'économie canadienne.

*« Il se peut que Lockheed Martin fasse des promesses séduisantes de création d'emplois au Canada avec des produits comme le F-35, dit Hartung, mais dans les faits, leur objectif prioritaire sera de contenter leur principal client — le département américain de la Défense — en assurant des emplois aux Américains — même si ces emplois sont soutenus par des ventes d'armes au Canada. »*

Plutôt que de soutenir une lourde industrie de l'armement au Canada et des entreprises comme Lockheed Martin, ainsi que l'administration Harper a l'intention de faire, Hartung suggère que notre gouvernement devrait donner la priorité à soutenir des efforts de désarmement sur la scène internationale, comme le Traité sur le commerce des armes. Plus de 100 pays, dont plusieurs alliés du Canada, ont signé le Traité sur le commerce des armes. Pourtant, le Canada ne l'a toujours pas fait, alors qu'il avait voté en faveur de son déploiement en avril 2013.

*« La récession diminue les fonds disponibles dans tous les secteurs, et l'industrie de l'armement la ressent aussi, »* remarque M. Hartung. *« Mondialement, les dépenses pour l'armement sont en baisse, c'est une industrie qui ralentit. Ce serait une bonne idée que le gouvernement vise à contrôler l'industrie de l'armement, plutôt que d'investir dans les entreprises fabriquant des armes. »*